

APPORTER UNE CONTRIBUTION SPÉCIALE AU MONDE

technologie novatrice, nous rendrons notre économie plus concurrentielle. Et en nous appuyant sur les atouts de régions et de secteurs particuliers, nous la renforcerons. Nous mettrons aussi en place une réglementation propre à attirer l'investissement, tout en préservant la qualité de vie canadienne. Une réglementation dans l'intérêt général est nécessaire, mais tous les règlements ne conviennent pas. Les restrictions superflues qui font entrave à l'investissement seront éliminées. En évaluant nos politiques par rapport à celles de grands marchés, nous faciliterons de nouveaux courants d'investissement. Cette stratégie s'applique déjà au renforcement de la prospérité avec nos partenaires nord-américains, mais le prochain défi consiste à élargir ce modèle au reste du monde.

Accroître le commerce et l'investissement

Le XXI^e siècle offre aux entreprises canadiennes un paysage économique fort différent. Nos relations actuelles avec nos principaux partenaires commerciaux resteront importantes, mais de grands pays en développement sont en voie de devenir eux-mêmes des puissances, avec les conséquences que cela représente pour notre prospérité. Or, il faut dès aujourd'hui mieux

comprendre ces possibilités économiques pour que les Canadiens puissent en profiter dans les décennies à venir.

De nouvelles puissances économiques comme la Chine, l'Inde et le Brésil sont les principaux moteurs d'une nouvelle ère de croissance économique mondiale. Elles auront donc une incidence profonde sur l'avenir économique du Canada à long terme. La Chine s'apprête à devenir la première économie nationale du XXI^e siècle, mais elle ne représente encore qu'un dixième de pour cent de l'investissement direct canadien à l'étranger. Nous nous rapprocherons plus vite de ces nouveaux géants, mais en reconnaissant qu'ils en sont à des stades de développement différents. La Chine et le Brésil sont profondément ancrés dans des économies régionales, et si l'Inde n'est pas encore un acteur majeur des chaînes d'approvisionnement, ses industries du savoir, sa taille et son ouverture sur le monde en font un acteur important. La politique canadienne doit refléter une connaissance approfondie de cette dynamique.

Pour ce qui est de la Chine en particulier, le Canada continuera d'intensifier les efforts du Groupe de travail stratégique, mécanisme essentiel pour accroître le

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Définir de nouveaux cadres pour promouvoir le commerce et l'investissement avec nos marchés traditionnels, tout en nous efforçant de profiter de l'apparition de nouveaux géants économiques.

Uniformiser les règles du jeu dans le commerce et l'investissement internationaux par une participation active à l'OMC.

PRINCIPALES INITIATIVES

- Appliquer l'Accord visant à renforcer le commerce et l'investissement détaillé négocié avec l'UE.
- Établir un nouvel accord-cadre économique canado-japonais mettant tout particulièrement l'accent sur la technologie.
- Étudier de près des efforts ciblés en matière de commerce et d'investissement avec la Chine et le Brésil, dans le contexte d'un dialogue régional avec l'Asie et l'Amérique latine.
- Poursuivre les discussions avec la Corée du Sud, en vue de négocier un accord de libre-échange.
- Approfondir nos relations actuelles avec l'Inde, tout particulièrement dans les technologies de l'information et des communications.
- Promouvoir des résultats ambitieux dans le Cycle de Doha, c'est-à-dire chercher à faire adopter des règles plus équitables pour le commerce agricole et des conditions plus libérales pour le commerce des biens et des services.